

Délibération n° 2021-04-08/24

Objet : Autorisation de signer la convention de groupement de commande publique entre les communes de Pérols et Mauguio-Carnon pour une étude de faisabilité géotechnique pour la valorisation des sédiments dragués dans le port de Carnon sur la parcelle AY3 des cabanes de Pérols

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 08 AVRIL 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi huit avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi deux avril 2021, s'est réuni à 9 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Olivier BOUDET *pouvoir à* Christiane PISTRE - Pascale MARCHAL *pouvoir à* Laurie BELTRA - Benoît DELTOUR *pouvoir à* Marc PELLET - Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Laurent CHAMARD-BOIS

Absent excusé : Romain CASAS-MATEU

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Michel Litton, conseiller délégué au Port, à la Pêche et au Nautisme, aux Affaires maritimes et aux Affaires littorales, rapporte :

Dans un souci de logique technique et géographique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commande entre les communes de Pérols et Mauguio-Carnon en vue d'une étude de faisabilité géotechnique pour la valorisation des sédiments, dragués dans le port de Carnon, sur la parcelle AY3 des cabanes de Pérols.

La commune de Pérols est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargée des missions suivantes :

- réaliser l'ensemble de la procédure dans le respect des dispositions réglementaires relatives aux marchés publics,
- assurer la coordination entre la maîtrise d'œuvre et les deux communes,
- représenter les membres du groupement en justice pour tout litige relatif à l'étude.
- assurer le suivi de la bonne exécution du contrat en veillant au respect des engagements pris.

Les frais d'études sont répartis à parts égales entre chaque membre ; ces frais sont estimés à 20 000,00 € HT soit 24 000,00 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser la signature de la convention de groupement de commande, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du contrat à intervenir au nom et pour le compte des 2 membres du groupement ;
- Autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget du Port ;
- Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 25 voix.

Pour : 25
Contre : 0
Abstention : 3 (L. Taton - C. Sarochar - C. Prost)
Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 8 avril 2021

Le Maire
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.